

Faire baisser l'euro pour relancer enfin l'Europe

La hausse spectaculaire de l'euro depuis six mois relance le débat sur sa surévaluation. Il est temps d'agir si l'on veut sauver notre industrie et nos emplois. Face aux réticences de l'Allemagne, c'est à Paris de prendre les devants.

LA
CHRONIQUE
d'Edouard
Tétreau



Fort, trop fort », « trop haut », « risque de bataille monétaire », « un lourd défi »... La hausse de l'euro ces six derniers mois a mis tout le monde d'accord, des dirigeants de Bercy à ceux de LVMH, STMicroelectronics, Airbus, etc. en attendant que s'expriment les dirigeants des autres groupes européens tirant une grande partie de leurs revenus à l'export.

La hausse est spectaculaire : sur six mois, + 12 % et + 13 % par rapport à la livre sterling et au dollar ; + 30 % par rapport au yen. La performance n'est pas médiocre pour une monnaie plusieurs fois enterrée par les opérateurs et commentateurs de marché l'année dernière...

Mais cette surévaluation tombe au plus mauvais moment pour des économies de la zone euro, qui, dans leur ensemble, ont fait ou démarré des efforts considérables pour améliorer leur compétitivité. C'est le cas de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, de la Grèce, et plus récemment de la France, avec les avancées du pacte de compétitivité, notamment.

Pourquoi entreprendre de tels efforts si les fluctuations monétaires les annulent ? Louis Gallois rappelle régulièrement qu'une baisse du dollar de 10 centimes par rapport à l'euro annihile 1 milliard de dollars de résultat d'exploitation d'EADS. Nous y sommes quasiment, en six mois. Neutraliser cette évolution adverse reviendrait à supprimer le quart des budgets de recherche-développement d'EADS. Ce manque à gagner de 1 milliard de dollars représenterait encore – sans mentionner les coûts prohibitifs des contrats de « hedging », qui font le bonheur des banques d'investissement – un ajustement à la baisse de 7 % de la masse salariale, soit 10.000 emplois à supprimer sur 130.000.

L'exemple d'EADS résume bien le dilemme du moment.

Pour rester dans la compétition mondiale, l'Europe doit-elle sacrifier : (a) ses emplois, (b) ses salaires, (c) son avance technologique, ses marques et propriétés intellectuelles, ou bien (d) sa politique visant un euro fort ?

L'Europe se distingue ici de ses grands concurrents mondiaux. La Chine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon ouvrent en grand les vannes de la création monétaire ou manipulent leurs monnaies, afin de protéger leurs emplois, leurs salaires et leurs avances technologiques. L'Europe fait exactement l'inverse : elle choisit de sacrifier à l'orthodoxie monétaire ses emplois, son niveau de vie, sa compétitivité.

Le Japon a mis un quart de siècle à sortir de cette erreur d'analyse : plus de deux décennies perdues. Aujourd'hui, ce pays, troisième économie mondiale, injecte chaque mois 13.000 milliards de yens dans son système bancaire et a décrété un plan de relance de 20.000 milliards de yens, favorisant la chute de sa monnaie et la compétitivité retrouvée des industriels nippons.

Bref, tout le monde triche avec sa monnaie. Sauf la très vertueuse zone euro et ses bientôt 20 millions de chômeurs, que les gouverneurs non élus de la BCE semblent considérer comme une variable d'ajustement plus acceptable que la parité euro-dollar.

Alors que la guerre des monnaies s'intensifie, le moment est venu de remettre à l'endroit la politique de la BCE. D'organiser la pression légitime et suffisante pour amener ses dirigeants à faire de l'euro un outil au service des économies et des populations européennes, et non un corset pour rabougir les unes et désespérer les autres. L'organisation de cette pression ne peut venir que des détenteurs de l'autorité politique la plus incontestable dans la zone euro aujourd'hui. Or cette autorité politique, sinon morale, a glissé ces derniers mois de Berlin vers Paris : la gestion laborieuse, et très coûteuse pour le contribuable européen, de la crise grecque par Francfort ; le cavalier seul de l'Allemagne dans le domaine énergétique depuis Fukushima ; la singulière absence d'engagement de cette même Alle-

magne dans les opérations libyennes et maliennes ; enfin, l'entrée en campagne de Mme Merkel pour sa réélection en octobre, dans une coalition encore incertaine, expliquent ce glissement.

Il revient donc à Paris de prendre une initiative, celle d'un « New Deal » européen : encourager sinon forcer des institutions européennes, si peu démocratiques dans leur fonctionnement, à privilégier la croissance, l'emploi et la sécurité du continent européen, plutôt que le fétichisme monétaire. On pourra prendre appui sur l'actualité de cette semaine : alors que l'Italie et l'Espagne, 107 millions d'habitants et un PIB équivalent à celui de l'Allemagne, sont de nouveau attaqués par les marchés financiers, le Conseil des gouverneurs de la BCE, qui se réunit

Tout le monde triche avec sa monnaie sauf la zone euro et ses 20 millions de chômeurs.

Il faut faire de l'euro un outil au service de nos économies et de nos emplois.

jeudi, ne peut plus s'en tenir à sa doxa périmée. De même, le Conseil européen, qui peine à accoucher d'un budget de 1.000 milliards d'euros pour 2014-2020, devra dépasser l'esprit de boutique qui l'anime depuis quelques années, chaque pays défendant son étroit intérêt national au détriment de l'intérêt de l'Europe. Dévaluation compétitive de l'euro par création monétaire ; plan d'investissement dans l'énergie, l'écologie et la défense européennes ; priorité budgétaire donnée à l'emploi et aux nouvelles générations européennes : voilà le « New Deal » que la France peut et doit proposer à ses partenaires dès les prochains jours. Si elle ne le fait pas, qui le fera ?

Edouard Tétreau est associé-gérant de Mediafin et professeur affilié à HEC.
www.etatsunideurope.com

